

SOCIAL Reportage au centre d'accueil d'urgence d'Emmaüs, rue Dupas

Enfin à l'abri à la Bastide

Basile Morthymen

Lundi, 19 h. Mehdi arrive avec son sac à dos au foyer d'Emmaüs, rue Dupas, à la Bastide. A 18 ans, le jeune homme va passer sa première nuit dans un centre d'accueil d'urgence (CAU), un mois après avoir quitté ses parents, en Franche-Comté. Il s'est dirigé vers Bordeaux, pour « voir l'océan », dormant dehors, puis quelques jours chez un copain. « Mais il ne pouvait plus m'héberger, explique Mehdi, et quand j'ai appelé le 115, je ne m'attendais pas à avoir un logement dès ce soir, on m'avait dit que c'était compliqué. C'est plutôt cool, ça change de la rue. »

Plan Hiver

A son arrivée, on lui propose un repas, de quoi se doucher, et un lit de camp dans une construction modulaire avec quatre personnes. Ce soir, ils sont trente-neuf, des hommes seuls, pour quarante-cinq places disponibles dans ces bungalows. Cette extension fonctionnera jusqu'en avril, et s'ajoute aux trente lits (tous occupés lundi) du centre permanent dans le bâtiment mitoyen. En décembre, le CAU Dupas accueillera plus de 100 personnes, sur un millier de places d'hébergement d'urgence prévues à terme en Gironde,



B. Morthymen / 20 Minutes

Lundi, 70 personnes ont trouvé refuge au CAU d'Emmaüs, rive droite.

dont 400 dans le cadre du plan Hiver. Si un lit est attribué pour 15 jours renouvelables, la plupart des bénéficiaires resteront jusqu'en avril, sauf problème ou départ vers un logement, assurent les salariés d'Emmaüs. Tant

pis donc si l'endroit est excentré – quasiment à Floirac –, et s'il faut lever le camp tous les matins à 8 h. Jack, un demandeur d'asile tchadien de 38 ans, qui a été prisonnier dix-huit ans en Lybie, a attendu 15 jours une solution d'hébergement. Pour Messan, italo-togolais de 55 ans, cela a pris plusieurs mois. Ils n'ont obtenu un toit qu'avec le démarrage du plan Hiver.

Pour répondre toute l'année à ces besoins, la Fédération nationale des associations d'accueil et de réinsertion sociale (Fnars) a demandé à l'Etat davantage de places pérennes. Elle vient d'obtenir satisfaction. ■

Deux-cents places d'hébergement pérenne

Le préfet de Gironde Michel Delpuech a annoncé mardi que l'association Adoma remplacerait la Fnars pour gérer l'accueil à l'ex-Clinique du Sport de Mérignac, et que l'Etat financerait 200 places d'hébergement pérenne en trois ans, dont une cinquantaine seront rapidement ouvertes dans les structures actuelles. Une quarantaine de places d'hébergement d'urgence seront aussi créées au Teich. De quoi, selon le préfet, répondre à toutes les demandes.

NUCLÉAIRE

Bordeaux veut plus de sécurité

A l'initiative des élus écologistes, le conseil municipal de Bordeaux a adopté ce lundi à l'unanimité (moins les deux élus Front national, absents) un vœu demandant l'extension à 80 km du périmètre de sécurité autour de la centrale nucléaire de Braud-et-Saint-Louis (Gironde). Cette zone, pour l'instant limitée à 10 km, détermine les bénéficiaires de mesures en cas d'accident (distribution de pastilles d'iodes, évacuation...). Après la catastrophe de Fukushima (Japon), où les environs de la centrale ont été contaminés dans

un rayon de 50 km, la France devrait modifier ce périmètre. Le texte voté par les élus bordelais juge qu'un « élargissement du périmètre du Plan particulier d'intervention (PPI) du Blayais s'avère indispensable » pour « garantir la sécurité des populations » de l'agglomération, située à 45 km du Blayais. Les commissions locales d'information sur le nucléaire demandent une extension des zones concernées par les plans de secours à un rayon de 80 kilomètres autour de chaque centrale. ■

B. M

SANTÉ

5000 étudiants pour I-Share

I-Share est la plus grande étude jamais lancée sur la santé des étudiants. Initiée il y a moins d'un an, elle rassemble 5000 participants dont 70 % d'étudiants Bordelais. L'université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines et celle de Bordeaux sont partenaires et d'autres les ont rejoints. L'objectif de cette étude qui veut suivre 30000 étudiants sur dix ans est de faire progresser la recherche dans plusieurs domaines (gestion du stress, lésions cérébrales de la migraine, imagerie du cerveau etc.). ■ E. P.

LE CHIFFRE

3

C'est, en millions d'euros, le coût du gaspillage alimentaire dans les collèges de Gironde, à raison de 1,80 € gaspillé par plateau-repas.

(source Conseil général de Gironde)

20 SECONDES

SOCIAL

L'école d'architecture et de paysage en grève

Enseignants et étudiants sont en grève depuis lundi afin de contester le projet de nouveau Diplôme d'Etat de Paysage, qui remplacera à la rentrée 2015 l'actuel diplôme de paysagiste. Ils ont annoncé mardi qu'ils poursuivraient leur mouvement jusqu'à vendredi inclus.

RÉFORME TERRITORIALE . 57 % des habitants en faveur de la future région

Selon un sondage Ifop publié mardi dans trois titres de la presse locale, 57 % des personnes interrogées se disent favorables au regroupement de l'Aquitaine, du Poitou Charentes et du Limousin au sein d'une grande région. Et 41 % n'y sont pas favorables, dont 25 % « pas du tout ».



La centrale nucléaire du Blayais.